

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/LIC/N/3/LCA/2

31 août 2004

(04-3600)

Comité des licences d'importation

Original: anglais

RÉPONSES AU QUESTIONNAIRE SUR LES PROCÉDURES DE LICENCES D'IMPORTATION¹

Notification au titre de l'article 7:3 de l'Accord sur les procédures
de licences d'importation

SAINTE-LUCIE

La communication ci-après, datée du 30 août 2004, est distribuée à la demande du Ministère des affaires extérieures, du commerce international et de l'aviation civile de Sainte-Lucie.

Description succincte du régime

1. Le régime de licences d'importation est régi par la Loi n° 5 de 1968 sur le commerce extérieur et par la Loi douanière n° 23 de 1990 (contrôle et gestion). Les listes des produits soumis à licence figurent dans l'Ordonnance S.I. 31 de 1996 et dans la liste des marchandises soumises à restrictions annexée à la Loi douanière (contrôle et gestion). Le régime de licences est géré par le Ministère du commerce, de l'investissement et de la consommation. Un formulaire de demande type figure ci-joint.²

Objet et champ d'application du régime de licences

2. Voir les listes annexées à l'Ordonnance n° 31 de 1996 sur le commerce extérieur (importations faisant l'objet de restrictions).

3. Le régime s'applique aux marchandises originaires d'un pays ne faisant pas partie de l'OECO et/ou de la CARICOM (deuxième liste), aux marchandises originaires d'un pays de l'OECO ou de la CARICOM (troisième liste) et aux marchandises originaires d'un pays qui n'est pas membre de l'OECO (quatrième liste).

4. Le régime de licences d'importation de Sainte-Lucie a été adopté pour réglementer et contrôler les importations plus facilement ainsi que pour les fins suivantes:

- sécurité nationale
- santé publique

¹ Le questionnaire figure à l'annexe du document G/LIC/3.

² Les mesures législatives auxquelles la présente notification fait référence, ainsi que le formulaire de demande type, peuvent être consultés au Secrétariat (Division de l'accès aux marchés) (en anglais seulement).

- sécurité publique
- santé vétérinaire
- moralité

5. Les textes législatifs qui régissent le régime de licences d'importation de Sainte-Lucie sont la Loi sur le commerce extérieur et l'Ordonnance sur le commerce extérieur (importations faisant l'objet de restrictions). Puisque les différents produits et marchandises sont classés dans les listes annexées à l'Ordonnance, il n'est pas nécessaire de laisser à l'administration la faculté de choisir ceux à soumettre au régime de licences. Cependant, les décisions relatives aux marchandises comme les substances réglementées, les armes à feu et les munitions, dont l'importation est soumise à licence non automatique, peuvent être laissées à l'administration. Une liste de tous les produits qui doivent être accompagnés d'une licence d'importation peut être obtenue auprès de la Division des douanes et des impôts indirects ou du Ministère du commerce, de l'investissement et de la consommation. Les textes législatifs pertinents ont été publiés au Journal officiel, tel qu'exigé par la loi.

Modalités d'application pour les marchandises soumises à restrictions

6. Pour les produits soumis à restrictions:

I Des renseignements au sujet des contingents et autres formalités connexes sont publiés de temps à autre par le Ministère du commerce, de l'investissement et de la consommation dans les journaux locaux et au Journal officiel.

II. Les contingents (le cas échéant) sont fixés annuellement.

III. Les licences sont attribuées sur une base non discriminatoire, selon le principe que le premier venu est le premier servi.

IV. Les licences d'importation sont habituellement valides un mois à compter de la date de leur délivrance et elles doivent être utilisées dans leur intégralité. Aucune partie ne peut être transférée pour d'autres expéditions.

V. Les demandes sont examinées dans un délai de 48 heures.

VI. Les demandes sont habituellement présentées dans les 72 heures précédant l'arrivée des marchandises visées, mais on a souvent observé que les demandes étaient présentées seulement quelques heures avant leur dédouanement.

VII. Toutes les demandes de licences commerciales visées par la Loi sur le commerce extérieur sont examinées par le Ministère du commerce, de l'investissement et de la consommation. Toutefois, les demandes relatives aux plantes et aux animaux sont examinées par le Ministère de l'agriculture, des forêts et de la pêche, alors que celles relatives aux armes et munitions sont du ressort du Ministère de l'intérieur et de la sécurité nationale (Commissaire de police). Les demandes concernant les médicaments et la santé publique relèvent quant à elles du Ministère de la santé, des services sociaux, de la famille et des rapports sociaux.

VIII. Les licences sont attribuées d'après l'ordre chronologique de dépôt des demandes. Les demandes sont examinées au fur et à mesure de leur réception.

IX. Il n'y a pas de contingents bilatéraux ni d'arrangements de limitation des exportations. Des permis d'exportation sont exigés du pays d'origine pour l'importation de plantes et d'animaux à Sainte-Lucie.

X. Les importateurs sont priés de faire connaître les exigences nationales aux exportateurs.

XI. La délivrance des licences n'est pas subordonnée à la condition que la marchandise soit exportée et non pas vendue sur le marché intérieur.

7. Lorsqu'il n'est pas imposé de limite quantitative à l'importation d'un produit ou aux importations en provenance d'un pays particulier:

- a) Les importateurs sont priés de présenter les demandes avant l'arrivée des marchandises. Ces demandes sont dans la plupart des cas examinées dans les 48 heures suivant leur réception par le Ministère du commerce, de l'investissement et de la consommation. Des licences peuvent être obtenues dans un délai plus court lorsque des marchandises se trouvent déjà sur les docks.
- b) Dans certaines circonstances particulières, une licence peut être accordée sur demande.
- c) La période de l'année pendant laquelle les demandes de licences peuvent être déposées et/ou l'importation peut être effectuée n'est pas limitée.
- d) Les demandes de licences visées par la Loi sur le commerce extérieur sont examinées par le Ministère du commerce, de l'investissement et de la consommation. Toutefois, dans le cas de marchandises comme la viande et les produits carnés ainsi que les plantes et les produits du règne végétal, les demandes sont examinées par le Ministère de l'agriculture, des forêts et de la pêche. Les demandes relatives aux armes et munitions, aux véhicules automobiles et aux fournitures médicales sont quant à elles examinées par le Ministère de l'intérieur et de la sécurité nationale (Commissaire de police), le Ministère des communications, des travaux publics, des transports et des services publics et le Ministère de la santé, des services sociaux, de la famille et des rapports sociaux, respectivement. Dans tous les cas qui précèdent, un importateur devra s'adresser à au moins deux ministères avant d'obtenir un dédouanement.

8. Toutes les demandes sont automatiquement approuvées, sauf quand elles ne sont pas conformes aux critères ordinaires. La raison du rejet est communiquée à l'intéressé. Les requérants ont le droit d'interjeter appel auprès du Secrétaire permanent ou directement auprès du Ministre du commerce, de l'investissement et de la consommation. Ils peuvent présenter leurs doléances par l'intermédiaire de l'un des organes suivants: la Chambre de commerce, de l'industrie et de l'agriculture de Sainte-Lucie, l'Association des petites entreprises de Sainte-Lucie ou l'Association des fabricants. Ils peuvent également tenter d'obtenir réparation auprès des tribunaux civils.

Conditions requises des importateurs pour être habilités à demander une licence

9. Toute personne, entreprise ou institution est habilitée à demander une licence.

Documents et autres formalités à remplir lors de la demande d'une licence

10. Une formule de demande type figure ci-joint.³ Une copie de la facture commerciale ou de la facture pro forma doit accompagner chaque demande.

³ Cette formule peut être consultée au Secrétariat (Division de l'accès aux marchés) (en anglais seulement).

11. Un certificat d'origine est exigé dans le cas des marchandises originaires de la CARICOM.
12. Aucun droit de licence ni redevance administrative n'est perçu.
13. La délivrance de la licence n'est pas assortie du versement d'un dépôt ou d'un paiement préalable.

Conditions attachées à la délivrance des licences

14. Une licence est valide un mois à compter de la date de sa délivrance. Cette période peut être prolongée pour faciliter la livraison des marchandises, le cas échéant.
15. Il n'y a pas de sanction en cas de non-utilisation totale ou partielle d'une licence.
16. Les licences ne sont pas cessibles.
17. La délivrance d'une licence n'est pas subordonnée à des conditions.

Autres formalités

18. Les importations ne sont pas assujetties à d'autres formalités administratives préalables, en dehors de celle de la licence.
 19. Les devises sont automatiquement remises par les autorités bancaires pour les marchandises à importer.
-